France : le creusement des inégalités devrait continuer

04/04/2010 à 7h00

Une étude de l'INSEE, parue le 02 avril 2010, illustre la très forte augmentation, entre 2004 et 2007, du nombre de personnes à très hauts revenus (information donnée hier sur Fortune). Plus généralement, l'augmentation des inégalités est mise en évidence par l'Institut. Selon lui, elle s'est poursuivie sur la période précitée et devrait s'amplifier encore.

A l'autre bout du spectre [des revenus], le taux de pauvreté connaît *«une relative stabilité après une longue baisse»*, a expliqué Jean-Louis Lhéritier, un expert de l'INSEE, lors d'une conférence de presse. En 2007, le seuil de pauvreté correspond à un niveau de vie de 908 euros par mois et concerne 13,4% de la population, soit huit millions de personnes.

Pourquoi y a-t-il un creusement des inégalités ?

Parce qu'il y a une *«déformation très importante de la hiérarchie des salaires»*.

D'une part, *«il y a de plus en plus de bas salaires, de plus en plus d'embauches au SMIC»*, explique Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE, *«car il y a une pression très forte pour réduire les coûts du travail»*. Un phénomène couplé avec l'externalisation des emplois les moins qualifiés, qui ne profitent pas des avantages sociaux de l'entreprise principale.

D'autre part, *«pour ceux qui ont des compétences particulières, il y a une augmentation très importante des rémunérations»*, analyse Henri Sterdyniak. Pour éviter de voir ces cadres fuir à l'étranger, ils sont notamment rémunérés avec des *stock options*. Conséquence : ils ont intérêt à ce que la rémunération du capital soit la plus forte, en limitant [notamment] les salaires.

Plus globalement, pour Nicolas Bouzou, économiste et dirigeant de la société d'analyse Asterès, le *«problème fondamental est celui de la croissance. Le PIB a peu augmenté, alors que la part des classes supérieures a beaucoup grossi»*. La part du gâteau à se partager, pour les classes moyennes et les plus pauvres, est donc plus mince.

> *«On assiste à un écrasement des classes moyennes, dont les salaires ont moins l'occasion de progresser», explique Nicolas Bouzou. «On est passé d'une société en pyramide à une société en sablier», selon un processus décrit par Jean-Marc Vittori. «C'est un phénomène très structurant pour l'économie, la consommation. On n'aurait par exemple pas un tel débat sur le bouclier fiscal, s'il n'y avait pas un problème» de redistribution, analyse l'économiste.*

Suite et commentaires sur Fortune